

Finances publiques : opération coup de poing contre le manque de personnel

- publié le 26 septembre 2015



Le syndicat **Solidaires** a organisé une action coup de poing dans les locaux de la Direction générale des finances publiques. Les syndicalistes dénoncent le manque d'effectifs dans les services. Une situation préjudiciable pour les contribuables réunionnais. Une quinzaine d'entre eux a fait irruption dans le hall de la DGfip de Champ-Fleuri en exigeant d'être reçue par la directrice régionale des Finances publiques, Geneviève Tréjaut. "Il faut des emplois, les contribuables ne sont pas reçus correctement", lance **Eric Métro du syndicat Solidaires Finances Publiques**. Une nouvelle fois, une motion a été déposée. Le contexte est particulièrement contraint. Près de 2 400 emplois au sein des services fiscaux seront supprimés en 2016 sur tout le territoire, quid de la Réunion ?

Le syndicat estime à 50 le nombre de postes manquant. "Des postes nécessaires pour faire face à nos missions". Une situation intenable pour le syndicat qui dénonce l'absence de communication avec la direction générale à Paris. L'année dernière, seuls 4 postes ont été créés. Insuffisant pour Solidaires, bien décidé à camper dans le hall des impôts tant que leur demande ne sera pas étudiée. La directrice régionale viendra à leur rencontre en début d'après-midi. "On a été entendu", explique le **syndicaliste Jocelyn Cavillot**. Mais pour le moment pas de chiffres arrêtés sur les créations de postes dans notre île. "Nous savons que pour la Réunion s'est positif", avance-t-il. Les syndicalistes ont obtenu des "engagements" de la part de la direction régionale et nationale. "Nos doléances vont être remontées vers le ministère. Une chose est sûre, c'est qu'il n'y aura pas de suppression de postes l'année prochaine à la Réunion".

Reste la grande inconnue, sur le manque d'effectif estimé à 50 postes, combien seront créés dans notre département. La réponse devrait arriver dans le courant du mois de novembre. En attendant, **Solidaires Finances Publiques** restera "vigilant" sur l'avancée des discussions.